



Austérité dans les facs : Quelles conséquences ?

Pages 4 et 5, dossier spécial sur le libéralisme appliqué aux facs



Evènement :
la semaine du
féminisme (p.7)



Vie étudiante :
Epicerie solidaires
du CROUS (p.7)

S'organiser contre la précarité

L'année qui commence sera plus que jamais combative. Les étudiants doivent sans cesse lutter contre la précarité et la galère qui pèsent sur leur quotidien tout en essayant de décrocher au mieux leur diplôme. Face à ce constat inquiétant, quelle est la réponse de la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Geneviève Fioraso ? Elle a décidé en décembre dernier de co-piloter les formations avec le MEDEF, ce patronat qui, lorsqu'il a la charge de créer des formations, n'hésite pas à orienter le contenu des enseignements vers encore plus de doctrine libérale...

Comment entrevoir un avenir paisible dans une société qui n'hésite pas à mettre les plus fragiles de côté, quand on sait qu'on devra travailler jusqu'à 70 ans et que le coût de la vie continue inexorablement d'augmenter comme le confirme la hausse de la TVA ?

Dans cette période morose, plus que jamais, les étudiants communistes sont là pour apporter des réponses et des propositions concrètes et ambitieuses. Face aux baisses des budgets dans les universités et face à l'augmentation des frais d'inscription dans les IEP, les étudiants communistes sont

présents pour dénoncer les conséquences désastreuses sur les conditions d'études et revendiquer le réengagement financier de l'Etat. Loin de baisser les bras, le milieu étudiant bouge et s'organise. C'est ainsi qu'une épicerie du CROUS de Toulouse a été ouverte en septembre 2013. Dans une période de crise et de précarisation de la jeunesse, cette initiative constitue une réponse intéressante face à l'enjeu de pouvoir se nourrir correctement à un prix abordable.

Face à l'idéologie dominante qui s'infiltré jusque dans le contenu des cours, les étudiants communistes ont répondu en organisant la Semaine de la Pensée Marxiste début février. Pour cette édition 2014, le Centenaire de la Grande Guerre était à l'honneur. Dans une quarantaine d'universités et d'IEP, des milliers d'étudiants sont venus assister aux conférences, aux expos, aux débats qui ont permis à tous d'aborder cette période par un biais original. Bref, parce que la lutte continue, on souhaite une bonne lecture à tous nos camarades de classe !

Sarah Chakrida

Sommaire

ECHOS DES FACS

3. Mobilisations pour une université de qualité

LE DOSSIER DE *CAMARADES DE CLASSE* :

« UN VRAI DIPLÔME POUR UN VRAI MÉTIER »

4. Les logiques libérales à l'Université : un risque accru pour l'emploi des étudiants

5. Le statut social de l'étudiant : une nécessité urgente contre la précarité

INTERNATIONAL :

6. Elections municipales et Palestine

VIE ETUDIANTE

7. Toulouse : Première épicerie solidaire gérée par le CROUS

Agenda - Événement : Semaine du féminisme

ET AUSSI :

Les jeux de « Camarades de classe »



Journal de l'Union des Etudiants Communistes - 2 Place du Colonel Fabien, 75019 Paris - 01.40.40.12.45

Rédacteur en chef : Pierre Ravenet-Mazel — Contact : contact@etudiants-communistes.org

Mobilisations pour une université de qualité

Décembre, c'est le mois pendant lequel les Universités votent leur budget pour l'année suivante. Pour une bonne vingtaine d'entre elles, ce sont des budgets d'austérité qui sont présentés, aux dépens de la qualité des formations. Face à cela, les étudiants se sont mobilisés pour promouvoir une université publique de qualité, comme à Grenoble et à Bordeaux.



Le conseil d'administration de l'IEP Grenoble envahi par les étudiants opposés à la hausse des frais d'inscriptions

Grenoble : « Bloquons la hausse » à Sciences Po !

Le 4 décembre dernier, la direction de l'IEP de Grenoble organise une réunion d'information sur la hausse des frais d'inscription à la rentrée 2014. Dans les IEP, ceux-ci ne sont pas fixés nationalement comme pour les facs, il appartient donc au Conseil d'administration de les voter. A 12h, l'amphi B est plein et 200 étudiants écoutent le directeur s'expliquer : avec la réduction de 5% par an de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) versée par le ministère de l'Enseignement supérieur et le rallongement du diplôme de 3 à 5 ans, l'établissement ne peut plus faire face aux besoins. Et comme il n'est pas question de revendiquer quoi que ce soit auprès de l'Etat, le projet proposé est de passer les droits dès la 1ère année de 940€ actuellement à 1300€... La salle s'enflamme.

Les élus étudiants sont vent debout contre une réforme « injuste ». Les étudiants communistes présents dans la salle appellent à un réinvestissement de l'Etat, reliant les problèmes budgétaires de l'IEP à l'autonomie et l'austérité à l'université. Beaucoup d'étudiants « lambda » prennent aussi la parole pour critiquer cette mesure. Après le départ de la direction, les 200 étudiants votent l'opposition à la hausse. Alors, la mobilisation s'organise : les élus étudiants résistent aux pressions de la direction, l'UEC crée une page Facebook pour informer les étudiants : « Bloquons la hausse ». On rentre aussi en contact avec les autres IEP qui subissent les mêmes politiques afin de se

A l'AG suivante, le blocage du CA est voté. Celui-ci sera reporté une fois. La semaine suivante, comme promis, une cinquantaine d'étudiants investissent la salle du CA. Les slogans fusent : « C'est pas les étudiants, c'est pas les employés, c'est Fioraso qui doit payer ! ». La direction annonce alors que le budget 2014 ne sera pas voté. Mais le 7 janvier, en pleine période de révisions, la direction réunit le CA loin du campus, prévenant les élus étudiants à la dernière minute, et fait voter la hausse !

La direction peut bien s'amuser à voter des budgets d'austérité en cachette, avec l'UEC et toutes les autres associations, l'IEP va continuer à se mobiliser dès la rentrée. Parce que les locaux tombent en ruine, parce que nos cours ont été réduit de 30%... et parce que les études, ça ne s'achète pas !

Antoine Guerreiro

Bordeaux : L'austérité budgétaire pour 2014

Comme tous les ans, les budgets des universités doivent être votés en décembre pour être appliqués en Janvier. Cette année encore, beaucoup de budgets mettaient en péril le bon fonctionnement de nos établissements.

C'est le cas de l'université Bordeaux 3, puisque 12 postes sont gelés et 8 créations de postes ne sont pas pourvues. Si de telles situations se multiplient partout en France, c'est dû au désengagement de l'État, avec des sommes allouées aux universités toujours plus faibles d'une année à l'autre.

Les étudiants ne se sont pas laissés faire à Bordeaux et un mouvement s'est créé en réaction. Plusieurs assemblées générales ont eu lieu dès Novembre afin d'informer les étudiants et de réfléchir à des solutions et des moyens d'actions possibles. Ces AG nous ont conduits à se rassembler devant le Conseil d'administration, où devait être voté ce budget le 20 Décembre dernier et à le bloquer.

Ce fut une réussite puisque le vote a été reporté début Janvier, suite à des discussions avec les élus et l'administration. Au final, ce budget a été voté en pleine période de partiels, sans aucun débats ouverts en séance.

Emma Berthault

L'université transformée en labora

Les logiques libérales à l'Université : un risque accru pour l'emploi des étudiants

La ministre de l'enseignement supérieur, Geneviève Fioraso, ne cesse d'assurer que sa nouvelle loi sur l'Université va favoriser l'insertion professionnelle des étudiants. En réalité, elle vise à étendre la flexibilité et précarité pour en faire l'alpha et l'oméga de l'emploi des étudiants.

L'emploi des jeunes et des étudiants est, à l'heure actuelle, précaire et ce n'est pas avec les nouvelles lois sur l'enseignement supérieur que ça va s'arranger. Les deux premiers décrets d'application de la loi Fioraso sortis le semestre dernier augurent du pire pour l'emploi des étudiants. Ces décrets d'application prévoient la création d'un diplôme d'auto-entrepreneur et d'un comité Sup-Emploi visant à renforcer les liens de l'Université avec les entreprises. Examinons cela de plus près...

Soumettre les étudiants à la compétitivité

La ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche Geneviève Fioraso a installé en grande pompe le comité Sup'Emploi le lundi 9 décembre 2013 pour encourager « le "copilotage" des formations par le MEDEF », selon les mots même de la ministre. Que va apporter ce copilotage ? Nous avons eu une partie de la réponse lors de l'interview commune de la ministre et du président du MEDEF, Pierre Gattaz pour *Les Échos*. Dès le début de l'interview, Mme Fioraso nous

explique que le MEDEF et elle partent sur des convergences, voilà qui présage du meilleur.

« Des formations tirées par les besoins des entreprises, des métiers, des marchés », « des salariés qui deviennent professeurs » et même « la formation à des compétences » plutôt qu'à un métier. En d'autres termes, les étudiants doivent servir la compétitivité des entreprises. Ils doivent maîtriser des compétences de base pour pouvoir travailler, peu importe sur quel poste.

Derrière ce discours, il s'agit pour le patronat de faire rentrer l'idée que les étudiants doivent être corvéables à merci par le patronat. Pour sortir du chômage, les diplômés doivent se conformer à la précarité et à l'appétit vorace des patrons. Quelle chance pour l'emploi que ce comité Sup-« emploi » !

La précarité comme statut

L'autre décret d'application qui nous intéresse est celui sur la mise en place programmée des diplômes d'auto-entrepreneur. Les étudiants seront formés pour créer leurs

entreprises. Mais auto-entrepreneur, est-ce un métier ? Non, c'est un statut, comme être salarié ou dirigeant. Il ne s'agit donc plus de former les étudiants à un métier mais à un statut, peu importe qu'ils n'aient pas, dès lors, le savoir et le savoir-faire dans un métier particulier.

Mais, ce statut est-il intéressant dans le marché du travail ? Eh bien non, comme nous l'explique Hugo Pompougnac, Secrétaire National de l'UEC : « Le statut d'auto-entrepreneur sert, depuis sa création, à déguiser des conditions de travail indignes. [...] Ce statut impose simplement des conditions de vie plus rudes aux salariés et leur offre une autoroute royale pour le chômage : aujourd'hui, un tiers des auto-entrepreneurs sont demandeurs d'emploi. »

Ce décret d'application est dans la même logique libérale que le précédent. Il s'agit de tirer les droits sociaux, les salaires, les conditions de travail vers le bas pour les salariés et les étudiants sortant des études. L'insertion professionnelle des étudiants n'est pas assurée et si les étudiants trouvent un emploi il sera d'autant plus précaire !

Pierre Ravenet-Mazel

L'Humanité
LE JOURNAL FONDÉ PAR J

Les facs se coupe



Dans son édition du 23 Décembre c... comité de pilotage Sup'Emploi. Un nombreux représentants du privé, prochains conseils d'administration

L'emploi des

20% C'est le pourcentage d'étudiants concurrent aux études. C'est-à-dire directement la réussite universitaire pénalisé par son travail, alors que pr doit lui permettre de vivre durant so taire !

73% C'est le pourcentage d'étudiants ayant travaillé durant leurs études travaillent durant l'année universita

Un comité ultralibéral pour le patronat



Le statut social de l'étudiant : une nécessité urgente contre la précarité.

L'intrusion du privé à l'Université ne fera que promouvoir la précarité des étudiants. Et ce, aussi bien pendant leurs études qu'à l'emploi. Plus que jamais, la bataille pour le statut social étudiant s'avère primordial.

Pour chaque période de la vie, l'existence d'un statut apportant de la stabilité devrait être une évidence. Pourtant, quand il s'agit des jeunes qui ont entre 16 et 25 ans, c'est le vide absolu. Et cette absence de statut est la source de la précarité pour les étudiants. Par exemple : un jeune avec son bac en poche à 18 ans et sa licence obtenue en 3 ou 4 ans, voire son master, doit se « vendre » sur le marché du travail, avec le spectre du chômage qui rôde. Et ce alors que le Revenu de Solidarité Active (RSA) n'est accessible qu'à partir de 25 ans.

Une situation qui les pousse à se tourner massivement vers les filières universitaires avec un emploi à la clé.

globaux des formations en 2014 dans une vingtaine d'universités l'illustre parfaitement.

Le formatage des étudiants pour faire accepter la précarité et le chômage comme un passage obligé à l'emploi loin d'être acquis et surtout précaire, avec la solidarité comme vague utopie : voilà ce qu'il faut combattre. Plus que jamais, la création d'un statut social est un enjeu crucial. Allocation d'autonomie, remboursement complet des frais de santé, rémunération réelle des stages, nouveaux droits au logement, à la culture, au sport : le tout grâce à des services publics renforcés. Pour l'émancipation des citoyens en devenir. Pour que la liberté et de la solidarité soient les paradigmes de la citoyenneté.

En finir avec la précarité étudiante

Geneviève Fioraso, ministre de l'enseignement supérieur, ouvre en grand les portes de l'université au privé, histoire de promouvoir celles qui déboucheraient sur un emploi. Mais quel type d'emploi ? Cette entrée du privé n'est pas anodine, car elle cherche à faire de l'enseignement supérieur un marché comme un autre. Dans ce cadre, il s'agit d'apprendre aux étudiants comment « se vendre », tout en réduisant le volume horaire des matières enseignées, ou en licenciant le personnel enseignant, jugés « trop cher ». Une réalité bien tangible : les baisses de coûts

Jérémy Roggy

La ministre de l'Enseignement supérieur et le patron des patrons ont lancé un nouveau comité, présidé par deux ex-PDG. Un pas de plus dans la logique de soumission des universités aux besoins à court terme des « entreprises ».

PAGE 2

SANTÉ Après la prouesse, les promesses du nouveau cœur artificiel. P.4

IVG La droite espagnole déclare la guerre aux femmes P.10

dernier, l'Humanité traitait du comité ultralibéral avec de présence aussi promue dans les des universités par la loi Fioraso...

Jeunes en cinq chiffres

Jeunes ayant un travail pénalisant : 1 étudiant sur 5 est décemment ce travail parcours universitaires travaillant ou en (50% des étudiants (aire). Précarité étudiante vous disiez ?

24,5% C'est le taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans en France. Ce taux de chômage est de 56,5% en Espagne et de 57,3% en Grèce ! Les méthodes libérales à l'Université ont porté leurs fruits en Europe...

27 ans C'est l'âge moyen auquel les jeunes décrochent un premier CDI ! Avant, on doit souvent se contenter de petits boulots, de jobs précaires, pas

l'idéal pour construire une vie de famille et une carrière professionnelle.

28,5% C'est l'écart salarial entre les hommes et les femmes. De plus, les femmes travaillent en moyenne plus de jours dans l'année que les hommes (12,6% de jours travaillés en plus) ! Une seule solution pour rompre avec ces inégalités, le cadrage national des diplômes qui permet d'avoir les mêmes droits et le même salaire.

Pour des villes de paix avec la Palestine

François Hollande promettait le soutien de la France à la reconnaissance d'un Etat palestinien, et pourtant de grandes entreprises françaises et européennes continuent d'engranger des profits colossaux avec la domination israélienne. Face à cela, les élections municipales peuvent être une occasion d'affirmer la solidarité avec le peuple palestinien.

Plus que jamais, la colonisation des territoires palestiniens par Israël continue de manière tout à fait illégale. Pouvant surprendre à première vue, les élections municipales qui auront lieu les 23 et 30 Mars prochains peuvent être un outil puissant pour appuyer la solidarité avec les Palestiniens. Et ce, aussi bien en établissant des partenariats avec des villes palestiniennes, qu'en soutenant des prisonniers politiques palestiniens.

À ce jour, plus de 5 000 prisonniers politiques croupissent dans les geôles israéliennes, et la répression d'Israël sur les Palestiniens est constante et banalisée. Cette répression illégale est vivement dénoncée par de nombreuses mairies progressistes, comme Vitry-sur-Seine (94) ou Saint-Denis (93) qui ont fait citoyen d'honneur de leur ville Marwan Barghouti, député palestinien emprisonné depuis 2002 et condamné plusieurs fois à perpétuité.

En plus de cette solidarité symbolique, la solidarité concrète peut se faire avec des partenariats avec des villes palestiniennes, afin d'organiser des échanges de jeunes, des dons de matériel ou le soutien des



(Image : La mairie (PCF) de Veaulx en Velin, dans le Rhône, affiche le drapeau palestinien à côté du drapeau français)

projets sur l'accès à l'éducation, à l'eau potable ou aux transports. Par exemple, la mairie d'Ivry-sur-Seine (94) participe au financement de fournitures scolaires pour les enfants du camp de réfugiés de Jalazone en Cisjordanie, et organise chaque année l'accueil d'enfants palestiniens en France et organise des voyages de jeunes Ivryens en Palestine.

Plus encore, le boycott des produits israéliens issus des colonies constitue à coup sûr le moyen d'action le plus direct sur Israël. Ces produits continuent d'être en vente libre en Europe, faisant les profits de grandes entreprises françaises comme Orange ou Bouygues Bâtiment. Le soutien des élus locaux aux citoyens condamné

pour leur participation au boycott de ces produits peut être aussi un levier crucial dans cette bataille, comme le fait l'Association nationale des élus communistes et républicains (ANECR).

Comme le disait si bien en décembre dernier à Poitiers le réalisateur palestinien Ahmad Barghouti, neveu de Marwan Barghouti : "Tout ce qui peut avoir un impact sur Israël est important, il ne faut rien négliger."

Jeremy Roggy

La Fédération Mondiale de la Jeunesse Démocratique

La Fédération Mondiale de la Jeunesse Démocratique (FMJD) regroupe l'essentiel des organisations communistes et progressistes de jeunesse à travers le monde.

Fondée en 1945 par les Alliés, lâchée dès 1947 par le bloc de l'Ouest, elle participe activement dès ses débuts au processus de décolonisation, ainsi qu'à la lutte contre le capitalisme et l'impérialisme.

Pourtant relativement critique à l'égard

de Moscou et de Pékin, elle paya durement dans les années 1990 sa dépendance, notamment financière, vis à vis du bloc soviétique. Elle retint de son expérience d'organisation communiste de masse un remarquable degré d'ouverture, à l'égard des autres composantes de la gauche anti-impérialiste.

Aujourd'hui renaissante, dotée de quatre permanents à Budapest, la FMJD est

désormais reconnue par l'ONU comme organisation représentative de la jeunesse internationale. Elle constitue entre autres une véritable plateforme d'échanges et un formidable relai pour nos campagnes à l'international, ainsi qu'une source d'informations inégalée pour des sujets aussi sensibles que la colonisation en Palestine ou la crise des dettes souveraines en Europe.

Thomas Colinet

Toulouse : Première épicerie solidaire gérée par le CROUS

Depuis le 9 septembre 2013, le Crous Toulouse a ouvert une épicerie de proximité sur le campus de Paul Sabatier, baptisée Mini M (pour mini marchandise). Cette expérience est une première en France et constitue aujourd'hui une franche réussite qui a vocation à être reproduite ailleurs.

La démarche s'appuie en premier lieu sur un constat simple : alors que Paul Sabatier compte 33 000 étudiants et 5000 chambres universitaires, le lieu n'est pas pourvu en commerces et les étudiants doivent parcourir plusieurs kilomètres pour faire leurs courses. En créant *Mini M*, le Crous de Toulouse a d'abord cherché à satisfaire une demande étudiante formulée au sein du Conseil d'administration.

Grâce à un investissement initial de 350 000 euros fourni par le Centre national des oeuvres universitaires et sociales (CNOUS), une petite surface de 120 m² a pu être dédiée à ce service public qui est aujourd'hui victime de son succès : 250 étudiants par jour viennent y faire leurs courses. Si le prix est plus élevé que dans une grande surface, il est en revanche plus accessible que dans la plupart des petits commerces car l'objectif n'est pas

de dégager des profits. L'offre de produits est diversifiée et satisfaisante malgré des stocks insuffisants pour les fruits et légumes. L'objectif est, selon les mots du directeur adjoint du Crous Toulouse, de "rendre service à l'étudiant". L'objectif n'est pas de "faire concurrence". Ceci remet en cause la possibilité de mettre en place des expériences similaires dans des zones déjà pourvues en commerces.

Le service public est donc dans cette conception destiné à se glisser dans les interstices du marché déficient. Il faut au contraire aller plus loin et affirmer que le service public n'a pas vocation à assister le marché quand il dysfonctionne, mais qu'il doit au contraire être au centre d'une économie destinée à satisfaire des besoins définis de façon démocratique.

Constantin Lopez

Agenda

MARS

4. Semaine du Féminisme. Jusqu'au 9 Mars.

Programme complet :

<http://semaine-feminisme.org>

8. Journée Internationale des Droits des Femmes.

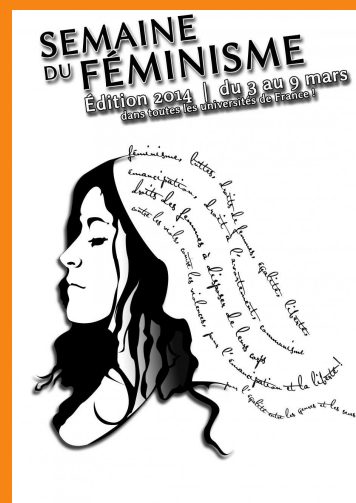
Elections à venir

23. Premier tour des élections municipales

30. Second tour des élections municipales.

Événement

Semaine du féminisme



La Semaine du Féminisme, qu'est-ce que c'est ?

La Semaine du Féminisme est une semaine d'action d'ampleur nationale organisée par l'Union des Étudiants Communistes, qui a pour but de réaffirmer auprès des étudiants la nécessité du combat féministe, dans une société et un contexte actuel qui ne s'y prêtent que trop : remise en question du droit à l'avortement, harcèlement sexuel à l'université, chantage aux notes, violences en tout genre etc... Plus que jamais d'actualité, le combat féministe a toute sa place au sein de l'université, afin de réaffirmer les droits des femmes, de briser les non-dits et les clichés sexistes, et de proposer des alternatives pour une société plus égalitaire.

Nous ne laisserons pas faire les réactionnaires qui manifestent contre l'avortement, contre "la théorie du genre", contre l'égalité, contre les familles monoparentales : nous lançons l'appel pour une semaine contre les violences faites aux femmes, pour une semaine du féminisme !

Rendez vous sur :
Semaine-feminisme.org

Grille 1 : Facile

		5			9			
		3	5				8	
1				8				
2						1	7	4
3			9			5	2	
	6			2		9		
			8	5		7		9
4		9	2		3	8	5	

Grille 2 : Difficile

			4			2		8
					1	4	5	
	5			9	7		1	3
9	6							
	2				8	7		
3	9		7			8	6	
		2				9	3	5
5				3	9			

À propos

L'Union des
Etudiants Communistes

Être étudiant communiste aujourd'hui, c'est **comprendre, expliquer et combattre** les réformes imposées à l'enseignement supérieur, **comprendre, expliquer et combattre** l'exploitation des travailleurs, **comprendre, expliquer et combattre** la soumission du peuple à l'idéologie dominante, en fait **comprendre, expliquer et combattre** le capitalisme.

Pour cela, nous sommes présents dans les universités françaises, afin d'y développer une analyse marxiste de la société. Mais nous sommes également une force présente dans les luttes, aux côtés des étudiants et des travailleurs.

Notre volonté est également d'être pour les étudiants une source alternative d'information, tant sur l'actualité nationale qu'internationale, afin de leur donner la possibilité d'un regard critique sur le monde.

Site officiel de l'UEC :

www.etudiants-communistes.org



Étudiants Communistes



@UEC_org

Je reste en contact avec l'UEC

J'adhère à l'UEC

Prénom/NOM :

Filière :

Adresse :

CP : Ville :

Téléphone : Email :

À remettre à un Étudiant Communiste, ou nous contacter par email : contact@etudiants-communistes.org